

# Rwanda, combats de mémoires

Depuis vingt-cinq ans, chercheurs, politiques et militaires s'affrontent à propos de l'attitude de la France dans le génocide des Tutsi, en 1994

**E**n cette veille du 25<sup>e</sup> anniversaire du génocide des Tutsi au Rwanda, le paysage des débats français laisse apparaître des plaies qui ne sont pas refermées. A tous les niveaux (politique, militaire, idéologique), les divisions semblent toujours aussi profondes. Politiquement, comme le démontre brillamment l'ouvrage *Rwanda, ils parlent* (Seuil, 800 p., 24,90 euros), de Laurent Larcher, journaliste à *La Croix*, les acteurs de l'époque cultivent l'opacité.

De Hubert Védrine, alors secrétaire général du président François Mitterrand à l'Élysée, à Alain Juppé, ministre des affaires étrangères du gouvernement Balladur, aucun ne parvient à répondre à la question de

savoir pourquoi la France s'est autant trompée dans la politique suivie de 1990 à 1994 au Rwanda. Et, pourtant, nombreuses sont les voix qui, aujourd'hui, exigent des comptes. A commencer par les militaires, ceux qui ont eu à exécuter les ordres des responsables politiques.

Les deux points de vue, parfaitement antagonistes, exprimés ici disent toute l'ampleur de la fracture qui parcourt les rangs des soldats engagés sur le terrain rwandais. Le débat ayant eu lieu à Sciences Po Paris, mercredi 20 mars, entre l'amiral Jacques Lanxade et le lieutenant-colonel Guillaume Ancel, montre deux visions opposées : celle de la hiérarchie militaire et celle de la troupe. L'ancien chef d'état-major

des armées défend la dimension « humanitaire » de l'opération « Turquoise », qui permit de sauver des milliers de personnes. « Elle réussit à stopper le génocide dans la zone que contrôlaient nos forces », précise l'amiral Lanxade.

Certes, mais le génocide était alors quasiment terminé. Et, problème, les forces de « Turquoise » n'empêchèrent pas les génocidaires (ministres du gouvernement, officiers supérieurs, hauts fonctionnaires) de prendre la fuite vers le Zaïre voisin (actuelle République démocratique du Congo) pour y reconstituer leur arsenal de guerre. C'est l'une des principales accusations portées par l'officier Guillaume Ancel, initialement engagé pour monter un raid aérien sur Kigali contre les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR). « Turquoise », avance-t-il, n'a été qu'un moyen de maquiller le soutien à un régime responsable du pire. « Les livraisons d'armes aux forces gouvernementales qui commettaient le génocide n'ont jamais

cessé », dit-il pour étayer sa démonstration. Et tout cela s'articule, ajoute Guillaume Ancel, autour d'un « déni » français.

## Dimension idéologique

En apparence, la querelle pourrait passer pour une guerre picrocholine dont le monde universitaire a le secret. En réalité, elle est globale, avec une dimension idéologique qui, jusqu'à maintenant, n'avait pas percé avec autant d'acuité et cache des ressorts plus profonds du fonctionnement de l'Etat. Emmanuel Macron, qui n'a pas participé aux cérémonies organisées à Kigali, auxquelles le président rwandais, Paul Kagame, l'avait invité, a décidé de créer une commission d'historiens, chargée de faire toute la lumière sur cette période controversée des années 1990-1994.

Cette commission, menée par l'historien Vincent Duclert, président de la Mission génocides mise en place par l'Etat entre 2015 et 2018, pourra examiner « toutes les archi-

ves de l'Etat », précise sa lettre de mission, y compris celles de la DGSE. Ce qui est riche de possibilités pour la recherche. Mais, par ailleurs, si « la commission ne comprend pas de militaires », précise son président, elle s'est privée de quelques-uns des meilleurs spécialistes du sujet, notamment de l'historienne du CNRS Hélène Dumas. Pourquoi une telle mise à l'écart ? La réponse n'est pas claire.

Hélène Dumas déplace habilement l'enjeu de la polémique : « *L'histoire de l'extermination des Tutsi*, dit-elle au *Monde*, ne peut être confondue avec celle des responsabilités françaises. Au Rwanda, des fonds d'archives exceptionnels demeurent encore inexploités et permettront sans nul doute d'enrichir notre savoir sur un événement d'une telle magnitude. » Manière d'inviter ses collègues et tous ceux qui cherchent à comprendre les ressorts de ce drame à s'y plonger sans œillères. ■

GAÏZ MINASSIAN  
ET DAVID SERVENAY